



Presidency of Malta
Council of Europe
May - November 2025

Présidence de Malte
Conseil de l'Europe
Mai - Novembre 2025



Conférence annuelle de la Commission pour l'égalité de genre

« Lutter contre le sexisme et la violence à l'égard des femmes: une étape essentielle vers une participation égale »

17-18 septembre 2025

Note conceptuelle

La participation des femmes à la vie politique a considérablement augmenté au cours des dernières décennies, de nombreux pays ayant introduit des quotas, des lois anti-discrimination et des politiques visant à protéger les droits des femmes. Malgré ces progrès, la sous-représentation des femmes en politique reste un problème systémique et les obstacles à leur pleine participation à la vie politique sont encore importants. L'un des obstacles les plus persistants, qui croît à un rythme alarmant, est l'offensive du sexisme et de la violence à l'égard des femmes en politique. Ces deux phénomènes dissuadent les femmes d'entrer en politique ou d'y rester et constituent un obstacle de taille à la réalisation de l'égalité de genre dans la prise de décision politique. Les activités politiques et la prise de décision publique restent dominées par les hommes, les structures patriarcales historiques continuant à renforcer les inégalités. Dans l'ensemble, ce sont toujours les hommes qui fixent les priorités politiques, et la culture politique est souvent structurée autour de modèles sexistes qui maintiennent des obstacles structurels à l'engagement plein des femmes. La montée des mouvements populistes, les agendas anti-droits et la réaction négative aux progrès en matière d'égalité de genre et de droits des femmes ont aggravé ces défis. Dans le même temps, des menaces nouvelles et émergentes, notamment la violence facilitée par la technologie, aggravent les inégalités existantes et réduisent les femmes au silence, y compris dans les espaces politiques et les débats publics, ce qui affaiblit encore le discours démocratique et la gouvernance inclusive.

Ces menaces compromettent directement la capacité des femmes à participer à la vie politique sur un pied d'égalité, librement et sans crainte, comme le souligne la Stratégie pour l'égalité de genre 2024-2029 ("la Stratégie"), qui insiste sur la nécessité de lutter contre le sexisme et la discrimination, y compris le discours de haine sexiste, dans la sphère politique. La sous-représentation des femmes dans la vie politique et publique est certainement une question de droits humains et de justice de genre, mais c'est aussi un défi fondamental pour la démocratie elle-même. La Stratégie est claire : la participation égale des femmes et des hommes dans les sphères politique et publique est essentielle au bon fonctionnement des démocraties.

La Conférence annuelle 2025 de la Commission pour l'égalité de genre abordera la question urgente de la violence et du sexisme à l'égard des femmes en politique, en mettant l'accent sur la lutte contre ces problèmes au sein des partis et des institutions politiques. La conférence s'aligne sur les objectifs de la Stratégie et sur les principes de Reykjavik pour la démocratie, qui appellent à l'élimination de toutes formes de discrimination et de violence à l'égard des femmes et à la promotion d'une participation politique équilibrée. À cette fin, elle réunira des décideur·ses et des responsables politiques de haut niveau des États membres, observateurs et observatrices et non membres du Conseil de l'Europe, des membres de la Commission pour l'égalité de genre, des représentant·es des institutions et organes compétents du Conseil de l'Europe, des représentant·es de la jeunesse, des expert·es indépendant·es en matière de participation politique équilibrée, des représentant·es d'organisations régionales et internationales, de parlements, des représentant·es de la société civile,

y compris des représentant·es d'organisations de défense des droits des femmes, des universitaires et des représentant·es des médias.

La Conférence annuelle de 2025 se concentrera sur les domaines suivants :

- **Briser les barrières à une participation pleine et égale : éliminer le sexisme et la violence, y compris la violence facilitée par la technologie, dans la vie politique**

Les femmes en politique continuent d'être confrontées à un sexisme et à une violence généralisés, à la fois en ligne et hors ligne, qui compromettent leur engagement politique continu et leur leadership. Ces formes de violence, qui vont du harcèlement et de l'intimidation à la violence sexuelle, persistent au sein des partis politiques, des institutions et des débats publics, créant un environnement hostile qui décourage les femmes de participer pleinement à la vie démocratique. Alors que les plateformes numériques deviennent un élément central de l'engagement politique, la violence facilitée par la technologie à l'égard des femmes en politique a d'autant plus exacerbé ces défis, avec des campagnes de désinformation ciblées, des menaces de "deepfakes" et un harcèlement induit par l'IA qui réduisent au silence de manière disproportionnée les femmes dirigeantes et candidates. Ce phénomène est exacerbé pour les femmes issues de groupes discriminés. Pour faire face à ces menaces, il faut non seulement renforcer les protections juridiques et institutionnelles, mais aussi déployer des efforts concertés pour rendre les espaces politiques plus sûrs, à la fois en ligne et hors ligne. Les travaux de la GEC sur l'égalité de genre et l'IA et sur la responsabilité en cas de violence facilitée par la technologie seront déterminants pour l'élaboration de solutions politiques globales à ces défis.

Un premier panel de discussion explorera les différentes formes de sexisme et de violence auxquelles sont confrontées les femmes dans les espaces politiques, du harcèlement et de l'intimidation à la violence sexuelle au sein des partis politiques, des institutions et de la vie publique. Elle examinera comment la violence à l'égard des femmes facilitée par la technologie, y compris le sexisme et les discours de haine en ligne, cible de manière disproportionnée les femmes dirigeantes et candidates, les réduisant au silence et sapant le débat démocratique. La discussion portera également sur les stratégies de lutte contre ces menaces, y compris les mesures juridiques et réglementaires, la modération du contenu en ligne et les interventions politiques visant à garantir des espaces numériques plus sûrs pour les femmes en politique.

Un deuxième panel de discussion examinera comment ces actes de violence dissuadent les femmes de s'engager dans la vie politique et renforcent les inégalités structurelles entre les hommes et les femmes. Le débat mettra en évidence le rôle des partis et des institutions politiques dans la prévention et la lutte contre le sexisme et la violence, examinera les bonnes pratiques et soulignera le besoin urgent de mécanismes de responsabilisation plus solides.

- **L'avenir des femmes en politique : faire face à la réaction antiféministe et faire progresser l'égalité de genre**

La montée des mouvements anti-droits et de la rhétorique anti-genre a contribué à réduire l'espace de leadership et d'engagement politique des femmes, menaçant les progrès démocratiques et renforçant les inégalités structurelles. Les réactions négatives en matière d'égalité de genre et des droits des femmes, notamment les politiques et les discours restrictifs, portent atteinte aux droits des femmes et limitent leur accès aux postes de décision. Dans le même temps, des obstacles structurels de longue date, tels que les systèmes électoraux, l'inégalité d'accès aux ressources et les pratiques discriminatoires, continuent d'entraver la participation des femmes à la vie politique.

La première partie de la session consistera en une discussion informelle entre une femme politique de haut niveau et une femme activiste ou journaliste impliquée dans la politique. La conversation portera sur les expériences vécues par les femmes en politique et sur l'impact du sexisme et de la violence sur le leadership et la participation des femmes à la vie politique ainsi que sur leur vie privée.

La discussion portera également sur la manière dont la désinformation sur l'égalité de genre et la violence contre les femmes facilitée par la technologie influencent l'engagement politique des femmes et sur ce que les différents acteurs (gouvernements, institutions et société civile) peuvent faire pour protéger et promouvoir la participation des femmes à la vie politique.

La deuxième partie de la session consistera en un panel de discussion qui explorera la manière dont les réactions négatives en matière des droits des femmes affectent les politiques et les actions visant à remédier aux inégalités structurelles et la manière dont les attentes politiques liées au genre continuent de limiter l'accès des femmes aux rôles de prise de décision et aux espaces politiques. La discussion mettra en lumière des solutions concrètes, notamment des cadres juridiques et des réformes institutionnelles telles que des lois adaptées sur la parité et les quotas de genre, ainsi que des bonnes pratiques pour faire progresser l'égalité de genre en politique et garantir un avenir véritablement inclusif et démocratique.